Calendrier des procédures d'adoption

Numéro du règlement	2017-541	Code de
Titre du règlement	Règlement amendant le règlement de	mise à
	lotissement n° 2016-533	jour
Date d'adoption du pro	ojet de règlement 2 mai 2017	correspondant
Date de l'avis de motio	n 2 mai 2017	1.2017-09-20
Date d'adoption	6 juin 2017	
Date d'entrée en vigue	ur <u>19 juin 2017</u>	
Numéro du règlement	2018-555	Code de
Titre du règlement	Règlement amendant le règlement de	mise à
	lotissement n° 2016-533	jour correspondant
Date d'adoption du pro	ojet de règlement <u>6 mars 2018</u>	
	n 6 mars 2018	<u>3.2018-08-15</u>
Date d'adoption	3 avril 2018	
	4	
Date d'entrée en viguei	ur15 mai 2018	
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption	2019-569 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 7 mai 2019 n 7 mai 2019	Code de mise à jour correspondant 4.2019-10-21
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption Date d'entrée en vigue	2019-569 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 7 mai 2019 7 mai 2019 4 juin 2019 ar 15 juillet 2019 2022-615-1 à 2022-615-2	mise à jour correspondant 4.2019-10-21 Code de
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption Date d'entrée en vigue	2019-569 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 Djet de règlement 7 mai 2019 n 7 mai 2019 4 juin 2019 4 juin 2019 2022-615-1 à 2022-615-2 Règlement amendant le règlement de	mise à jour correspondant 4.2019-10-21 Code de mise à
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption Date d'entrée en viguer Numéro du règlement Titre du règlement	2019-569 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 7 mai 2019 n 7 mai 2019 4 juin 2019 ar 15 juillet 2019 2022-615-1 à 2022-615-2 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533	mise à jour correspondant 4.2019-10-21 Code de mise à jour
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption Date d'entrée en viguer Numéro du règlement Titre du règlement	Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 7 mai 2019 7 mai 2019 4 juin 2019 4 juin 2019 2022-615-1 à 2022-615-2 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 1er novembre 2022	Code de mise à jour correspondant Code de mise à jour correspondant
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption Date d'entrée en viguer Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion	Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 7 mai 2019 7 mai 2019 4 juin 2019 15 juillet 2019 2022-615-1 à 2022-615-2 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 1er novembre 2022 n 1er novembre 2022	Code de mise à jour correspondant
Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro Date de l'avis de motion Date d'adoption Date d'entrée en viguer Numéro du règlement Titre du règlement Date d'adoption du pro	Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 7 mai 2019 n 7 mai 2019 4 juin 2019 4 juin 2019 2022-615-1 à 2022-615-2 Règlement amendant le règlement de lotissement n° 2016-533 ojet de règlement 1er novembre 2022 n 1er novembre 2022 10 janvier 2023	mise à jour correspondant 4.2019-10-21 Code de mise à jour

Calendrier des procédures d'adoption

Numéro du règlement	2023-709	_ Code de	
Titre du règlement	Règlement amendant le règlement de	_ mise à	
	lotissement n° 2016-533	jour	
Date d'adoption du pro	ojet de règlement <u>4 juillet 2023</u>		
Date de l'avis de motion	n 4 juillet 2023	11.2023-10-03	
Date d'adoption	8 août 2023	_	
Date d'entrée en viguei	ır 18 septembre 2023	_	
Numéro du règlement	2024-726	Code de	
	Règlement amendant le règlement de	_	
Title du réglement	lotissement n° 2016-533	- jour	
Date d'adontion du pro	ojet de règlement 7 mai 2024	correspondant	
	n 7 mai 2024	<u> 13.2024-07-04</u>	
	4 juin 2024	_	
Date d'entrée en vigue		_	
Date a cherce on vigues	17 Jan 2021	_	
Numéro du règlement		_ Code de	
Titre du règlement		mise à	
		jour correspondant	
Date d'adoption du pro	ojet de règlement	- correspondant	
Date de l'avis de motion	n	_	
Date d'adoption		_	
Date d'entrée en vigue	ır	_	
Numéro du règlement		Code de	
		mise à	
6		jour	
Date d'adoption du pro	ojet de règlement	correspondant	
Date de l'avis de motion			
=	ır		
9		 1	



Municipalité du Canton de Shefford

RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT N° 2016-533

Projet n°:

SHE-00020732-A0

Préparé par :

Les Services EXP inc.

70, rue Wellington Sud – Bureau 500 Sherbrooke (Québec) J1H 5C7

Tél.: 819 562-3871 www.exp.com

Alexandre Déragon, urbaniste

Donald Bonsant, urbaniste

Directeur de projet

Date:

1er novembre 2016





Règlement n° 2016-533

Avis de motion : 13 décembre 2016

Adoption : 7 février 2017

Entrée en vigueur : 27 avril 2017



PROVINCE DE QUÉBEC MRC LA HAUTE-YAMASKA MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SHEFFORD

REGLEMENT DE LOTISSEMENT

À une séance ordinaire du conseil du Canton de Shefford, tenue à l'hôtel de municipalité, le 7 février 2017, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)* ci-après désignée « *LAU* » ou « *la Loi* », et à laquelle étaient présents les conseillers(ères) Denise Papineau, Johanne Boisvert, Jérôme Ostiguy, Pierre Martin, Éric Chagnon et Michael Vautour, tous formant quorum sous la présidence de monsieur André Pontbriand, maire, et de madame Sylvie Gougeon, directrice générale.

RÈGLEMENT N° 533

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a le pouvoir, en vertu de la loi, d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant le lotissement sur son territoire;

CONSIDÉRANT QU'il est opportun de remplacer le règlement de lotissement à la suite de l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement révisé et de l'adoption d'un plan d'urbanisme révisé;

CONSIDÉRANT QUE la procédure d'adoption applicable a été régulièrement suivie;

À CES CAUSES, qu'il soit par les présentes ordonné et statué et il est ordonné et statué comme suit :

TABLE DES MATIÈRES

		Page
CHAF	PITRE 1 - DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES	1
Section	on 1 - Dispositions déclaratoires	2
1.1.1	Titre	
1.1.2 1.1.3	ı U	
Section	on 2 - Dispositions interprétatives	3
1.2.1 1.2.2	Système de mesure	
CHAF	PITRE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	4
2.1 2.2	Application du règlement	
CHAF	PITRE 3 - CONDITIONS PRÉALABLES À L'APPROBATION D'UN PLAN RELATIF À UNE OPÉRATION CADASTRALE	6
Section	on 1 - Conditions générales	7
3.1.1	Plan de l'opération cadastrale	7
3.1.2 3.1.3	Taxes municipales	
3.1.3 3.1.4	Cession des rues Plan de morcellement	
3.1.5	Servitudes	
Section	on 2 - Redevance pour parcs, terrains de jeux et espaces naturels	8
3.2.1	Redevance pour fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels	8
3.2.2	Exceptions à l'application de la redevance	
3.2.3	Utilisation des redevances	abrogé
CHAF	PITRE 4 - NORMES DE LOTISSEMENT	11
Section	on 1 - Dispositions générales	12
4.1.1	Effets de l'opération cadastrale	12



TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Page
4.1.2	Restrictions aux opérations cadastrales	12
4.1.3	Respect de la planification des rues	13
4.1.4	Agrandissement d'un lot	
4.1.5	Terrain - Dispositions particulières	13
4.1.6	Terrain dérogatoire construit	
4.1.7	Restriction à l'égard d'une rue	14
Sectio	on 2 - Voies de circulation	15
4.2.1	Largeur des rues	15
4.2.2	Rue sans issue	
4.2.3	Accès à une rue existante	
4.2.4	Accès obligatoire à plus d'une rue	
4.2.5	Intersection des rues	
4.2.6	Pentes de rue	
4.2.7	Sentier piétonnier	
4.2.8	Rue à proximité d'un cours d'eau ou d'un lac	
4.2.9	Restrictions pour la construction de nouvelles rues	
4.2.10	Localisation d'une rue à proximité d'un talus	18
Sectio	on 3 - Superficie et dimensions des lots	19
4.3.1	Opérations cadastrales non soumises aux normes minimales	19
4.3.2	Superficie et dimensions des lots	
4.3.3	Exceptions	
4.3.4	Rénovation cadastrale	
4.3.5	Élargissement de la voie de circulation	
4.3.6	Lot de coin	
4.3.7	Cas particuliers - Réduction de la largeur minimale	
4.3.8	Ligne électrique	
4.3.9	Orientation	
4.3.10	Dimensions des îlots - Largeur	24
Sectio	on 4 – Lotissement dans les zones à fortes pentes	25
4.4.1	Abrogé	
4.4.2	Dimensions des lots dans les zones P-1, REC-9, REV-1 et RV-12	25
4.4.3	Dimensions des lots dans la zone RV-2	26



Dispositions déclaratoires et interprétatives



DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

Le présent règlement est intitulé « Règlement de lotissement ».	<u>TITRE</u>	1.1.1
Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité.	TERRITOIRE TOUCHÉ PAR CE RÈGLEMENT	1.1.2
Tout règlement antérieur relatif au lotissement et toute disposition relative au pouvoir de réglementer le lotissement contenus dans un règlement antérieur sont abrogés à toutes fins que de droit.	ABROGATION DES RÈGLEMENTS <u>ANTÉRIEURS</u>	1.1.3



SECTION 2

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

SYSTÉME DE	
MESURE	1.2.1

Toute dimension donnée dans le présent règlement est indiquée en unité métrique du système international (SI). Les mesures anglaises ne sont mentionnées qu'à titre indicatif et ne peuvent servir à l'application du règlement.

DÉFINITIONS 1.2.2

À moins que le contexte n'implique un sens différent, les mots et expressions utilisés dans le présent règlement s'entendent dans leur sens habituel, à l'exception des mots et expressions définis à l'article 1.2.4 du règlement de zonage qui doivent s'entendre dans le sens qui leur est conféré par cet article.



Dispositions administratives



DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

APPLICATION DU	
RÈGLEMENT	2.1

L'inspecteur en bâtiment est chargé d'appliquer le présent règlement.

INFRACTION ET PÉNALITÉ 2.2

Toute personne qui agit en contravention du règlement de lotissement commet une infraction. Lorsqu'une infraction au présent règlement est constatée, l'inspecteur des bâtiments peut envoyer à la personne concernée tout avis écrit ou ordre nécessaire pour l'en informer. S'il n'est pas tenu compte de cet avis ou ordre dans les 24 heures qui suivent sa signification, la personne est passible d'une amende qui ne peut excéder, pour une première infraction, 1 000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique ou 2 000,00 \$ s'il est une personne morale, et les frais pour chaque infraction. Pour une récidive, l'amende ne peut excéder 2 000,00 \$ s'il est une personne morale, et les frais pour chaque infraction. Dans tous les cas, l'amende minimale est de 250,00 \$.

Si l'infraction est continue, cette continuité constituera, jour par jour, des contraventions distinctes.



Conditions préalables à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale



CONDITIONS PRÉALABLES À L'APPROBATION D'UN PLAN RELATIF À UNE OPÉRATION CADASTRALE

SECTION 1

CONDITIONS GÉNÉRALES

Le propriétaire du terrain doit soumettre, au préalable, à l'approbation de l'inspecteur en bâtiments, un plan de l'opération cadastrale, que le plan prévoit ou non des rues, avant son dépôt au ministère responsable du cadastre.	PLAN DE L'OPÉRATION CADASTRALE	3.1.1
Comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, le propriétaire du terrain doit payer les taxes municipales qui sont exigibles et impayées à l'égard des immeubles compris dans le plan.	TAXES MUNICIPALES	3.1.2
Lorsqu'un plan relatif à une opération cadastrale identifie une rue destinée à être publique, le propriétaire du terrain doit, comme condition préalable à l'approbation du plan, s'engager à céder l'emprise de cette rue à la Municipalité.	CESSION DES RUES	3.1.3
Comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, le propriétaire d'un terrain situé dans une zone autre qu'une zone agricole ou rurale, en vertu du règlement de zonage, doit présenter un projet de morcellement du terrain portant sur un territoire plus large que le terrain visé au plan, à savoir les terrains lui appartenant qui sont contigus à celui pour lequel une opération cadastrale est projetée.	PLAN DE MORCELLEMENT	3.1.4
Comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, le propriétaire du terrain doit, sur un plan annexé au plan de l'opération cadastrale, indiquer les servitudes existantes ou requises pour le passage d'installations de transport	<u>SERVITUDES</u>	3.1.5



d'énergie ou de télécommunication.

SECTION 2

REDEVANCE POUR PARCS, TERRAINS DE JEUX ET ESPACES NATURELS

REDEVANCE POUR
FINS DE PARCS,
TERRAINS DE JEUX ET
ESPACES NATURELS
Règlement n° 2018-555
Règlement n° 2019-569
Règlement n° 2024-726

Afin de favoriser l'établissement, le maintien et l'amélioration de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de la municipalité, l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale est soumise à l'une des conditions suivantes, et ce, au choix du conseil :

- La cession gratuite d'un terrain représentant 10 % de la superficie du site qui, de l'avis du conseil, convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de ieux ou au maintien d'un espace naturel:
- 2. Au versement d'une somme en argent à la municipalité représentant 10 % de la valeur du site;
- 3. À la cession gratuite d'une partie du site qui, de l'avis du conseil, convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ou au maintien d'un espace naturel et au versement à la municipalité d'une somme en argent. La somme de la valeur de la partie du site cédée à la municipalité et du montant versé en argent doit correspondre à 10 % de la valeur du site visé par le plan cadastral.

La municipalité et le propriétaire peuvent convenir que l'engagement porte sur un terrain, faisant partie du territoire de la municipalité, qui n'est pas compris dans le site.

La valeur du terrain devant être cédé ou du site est considérée à la date de la réception par la municipalité du plan relatif à l'opération cadastrale et est établie selon les concepts applicables en matière d'expropriation. Cette valeur est établie, aux frais du propriétaire, par un évaluateur agréé mandaté par la municipalité.

Le produit de tout versement monétaire doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à acquérir ou aménager des terrains ou des servitudes pour fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.



Un terrain ou une servitude cédé en application d'une disposition édictée en vertu de la présente section ne peut, tant qu'il appartient à la Municipalité, être utilisé que pour l'établissement ou l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ou pour le maintien d'un espace naturel. Si la Municipalité se départit de ce terrain ou de cette servitude, toute somme reçue en contrepartie est aussi versée au fonds spécial.

Malgré les quatrième et cinquième alinéas, la Municipalité peut céder ou utiliser les sommes versées dans le fonds spécial dans les cas prévus au quatrième alinéa de l'article 117.15. de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

EXCEPTIONS À
L'APPLICATION DE
LA REDEVANCE 3.2.2
Règlement n° 2019-569

L'article 3.2.1 ne s'applique pas à l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) Lorsque l'opération cadastrale vise une annulation, une correction ou un remplacement de numéros de lots n'entraînant aucune augmentation du nombre de lots;
- b) Lorsque l'opération cadastrale vise un site ou une partie d'un site où toute cession ou tout versement a été fait antérieurement:
- c) Lorsque l'opération cadastrale vise un terrain situé dans une zone agricole déterminée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (R.L.R.Q., c. P-41.1):
- d) Lorsque l'opération cadastrale porte sur un cadastre vertical:
- e) Lorsque l'opération cadastrale vise l'identification de parcelles pour des fins publiques;
- f) Lorsque l'opération cadastrale vise l'identification de parcelles pour des fins de conservation environnementale;
- g) Lorsque l'opération cadastrale vise uniquement le remplacement d'un lot par deux lots, à l'exception des opérations cadastrales se réalisant à l'intérieur des zones RV-9, RV-10 et RV-14.

UTILISATION DES
REDEVANCES 3.2.3
Règlement n° 2019-569

Abrogé.

La page suivante est la page 11.



CHAPITRE 4

Normes de lotissement



NORMES DE LOTISSEMENT

SECTION 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

EFFETS DE L'OPÉRATION CADASTRALE 4.1.1

Aucune opération cadastrale ne peut avoir pour effet de rendre un terrain non conforme aux normes prescrites au présent règlement.

Aucune opération cadastrale ne doit avoir pour effet de rendre une construction non conforme aux normes d'implantation prescrites au règlement de zonage.

> RESTRICTIONS AUX OPÉRATIONS CADASTRALES 4.1.2

Sur l'ensemble du territoire municipal, est interdite toute opération cadastrale qui aurait pour résultat d'enclaver une partie de terrain ou de laisser un résidu de terrain qui ne respecte pas les normes de superficie et de dimensions minimales applicables.

Dans une zone à risque d'inondation, seules les opérations cadastrales suivantes sont autorisées :

- une opération cadastrale ayant pour seul but de cadastrer un terrain qui est décrit par tenants et aboutissants dans un ou plusieurs actes publiés avant la date applicable. La date applicable est le 9 décembre 1982;
- une opération cadastrale visant à agrandir un terrain ou à remembrer des terrains. Dans ce dernier cas, le nombre de lots après le remembrement ne peut excéder le nombre de terrains existants avant le remembrement.



RESPECT DE LA	
PLANIFICATION	
DES RUES	4.1.3

Lorsqu'un tracé est projeté au plan d'affectation du sol faisant partie intégrante du règlement de plan d'urbanisme numéro 2016-531, toute nouvelle rue doit être conçue pour tenir compte de ce tracé, que cette nouvelle rue soit la rue visée par ce tracé ou une rue située dans un secteur faisant partie du même réseau de rues.

Aucune opération cadastrale ne doit avoir pour effet de créer un lot constructible qui empiète sur un corridor réservé au tracé d'une voie de circulation projetée identifiée au plan d'affectation du sol faisant partie intégrante du règlement de plan d'urbanisme numéro 2016-531.

AGRANDISSEMENT

D'UN LOT 4.1.4

Règlement n° 2022-615-1

Sous réserve des articles 4.1.1 et 4.1.2, un permis ne peut être refusé à l'égard d'une opération cadastrale si :

- a) la superficie et les dimensions du terrain qui fait l'objet de l'opération cadastrale sont augmentées sous réserve des dispositions prévues aux articles 4.1.5 et 4.1.6;
- b) un seul lot résulte de l'opération cadastrale, sauf si le terrain est compris dans plusieurs lots originaires, auquel cas un seul lot, par lot originaire, résulte de l'opération cadastrale.
- c) celle-ci est rendue nécessaire pour l'exécution d'un jugement en bornage ou d'un jugement en abornement, rendu par un tribunal du Québec.

TERRAIN – DISPOSITIONS <u>PARTICULIÈRES</u> 4.1.5

L'agrandissement d'un terrain dérogatoire protégé par droits acquis ne peut se faire que dans la mesure où cet agrandissement n'a pas pour effet de rendre un autre terrain non conforme ou d'augmenter son niveau de dérogation au présent règlement.

TERRAIN
DÉROGATOIRE
CONSTRUIT 4.1.6

Malgré les dispositions de l'article 4.1.5, un terrain sur lequel se retrouve un ou des bâtiments au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement et présentant une superficie inférieure à la superficie prescrite en vertu du présent règlement peut être agrandi, sauf si cet agrandissement a pour effet de rendre un autre terrain dérogatoire.



RESTRICTIONS À L'ÉGARD <u>D'UNE RUE</u> 4.1.7

Dans les zones de réserves « Rés » identifiées au plan de zonage, l'opération cadastrale pour l'ouverture d'une nouvelle rue ou pour le prolongement d'une rue est interdite.



SECTION 2

VOIES DE CIRCULATION

LARGEUR
DES RUES 4.2.1

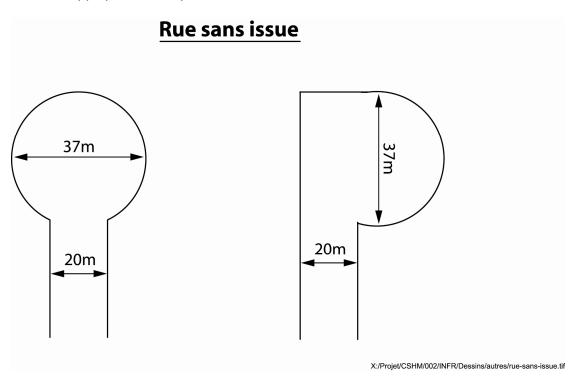
Un lot ou terrain utilisé comme rue doit avoir une largeur d'emprise minimale de 20 m.

RUE SANS

ISSUE 4.2.2 Règlement n° 2018-555

Toute nouvelle rue sans issue prévue au plan-projet de lotissement doit être pourvue, à son extrémité, d'un rond de virage ou d'un « T » de virage.

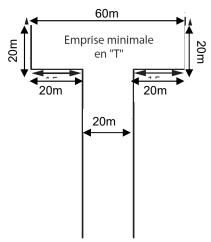
 Un rond de virage doit avoir un diamètre d'emprise minimal de 37 m (121 pi). De plus, la largeur minimale de la voie carrossable du rond de virage doit être de 27 m (88 pi) de diamètre. D'autre part, tout aménagement de type « îlot central » est interdit à l'intérieur du rond de virage. Les mesures apparaissant à la figure suivante s'appliquent à l'emprise.





 Un « T » de virage doit avoir une largeur d'emprise minimale de 20 m (66 pi). Tout aménagement de type « îlot central » est interdit à l'intérieur du « T » de virage. Les mesures apparaissant à la figure suivante s'appliquent à l'emprise.

Rue sans issue



La longueur maximale d'une rue sans issue est de :

230 m pour lots desservis

300 m pour lots partiellement desservis

1 000 m pour lots non desservis

Lorsqu'il est encore possible de prolonger la rue conformément aux normes applicables, la rue sans issue doit avoir une emprise maximale de 20 mètres à son extrémité. Dans ce cas, une servitude au bénéfice de la municipalité doit être créée sur les lots adjacents à la rue pour permettre l'aménagement d'un rond de virage ou d'un « T » de virage conforme aux règles de dimension décrite au présent article.

Quel que soit l'usage auquel elle est destinée, une nouvelle rue doit être tracée de telle sorte qu'elle ait accès à une rue existante dont la largeur d'emprise minimale est de 20 m. L'accès doit s'effectuer sur une largeur minimale de 20 m.

Nonobstant l'alinéa précédent, une nouvelle rue peut avoir accès à une rue existante dont la largeur d'emprise est inférieure à 15 m, s'il s'agit d'une rue montrée à l'originaire.

Une nouvelle rue peut également avoir accès à une rue privée existante dont la largeur d'emprise est inférieure à 15 m si cette

ACCÈS À UNE RUE EXISTANTE 4.2.3



rue est cadastrée et protégée par droits acquis et que sa largeur d'emprise n'est en aucun point inférieure à 12 m.

ACCÈS OBLIGATOIRE À PLUS D'UNE RUE 4.2.4

Tout plan relatif à une opération cadastrale prévoyant une ou plusieurs rues destinées à desservir au moins 40 lots ou terrains à bâtir, doit prévoir au moins 2 accès à une ou des rues existantes.

INTERSECTION
DES RUES 4.2.5

Toute intersection de rues doit être à angle droit. En cas de complète impossibilité, un écart maximum de 10° est permis. L'alignement doit être maintenu sur une distance d'au moins 30 m, mesurée à partir du centre de l'intersection.

L'intersection de deux lignes d'emprise de rues doit être arrondie, avec un rayon de courbure d'au moins 6 m.

PENTES DE RUE 4.2.6 Règlement n° 2022-615-1

La pente d'une rue doit être adaptée au terrain. Elle ne peut pas être inférieure à 2 % pour la chaussée carrossable et à 4 % pour les accotements, ni être supérieure à l'ensemble des maximums suivants :

- 8 %, mesuré sur toute section de 500 m;
- 12 %, mesuré sur toute section de 300 m;
- 15 %, mesuré sur toute section de 100 m.

La pente d'une rue dans un rayon de 30 m d'une intersection ne doit pas dépasser 5 %. La combinaison de pentes et de courbes accentuées doit être évitée.

SENTIER
<u>PIÉTONNIER</u> 4.2.7

Un sentier piétonnier doit avoir une largeur minimale de 2 m.

RUE À PROXIMITÉ D'UN COURS D'EAU OU D'UN LAC 4.2.8

La distance minimale entre une rue et un cours d'eau permanent nommé ou un lac est de 45 m s'il y a présence de réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire et de 75 m dans tous les autres cas.

Ces distances peuvent être réduites à 20 m si une telle route passe sur des terrains zonés à des fins de parc public.

La distance entre une route et un cours d'eau ou un lac peut être réduite à 15 m si une telle route constitue le parachèvement d'un réseau et dans la mesure où l'espace compris entre la route et le



plan d'eau ne fasse l'objet d'aucune construction. Toutefois, la route ne devra en aucun cas empiéter sur la bande riveraine de 15 m.

La distance minimale prévue au premier alinéa ne s'applique pas à un chemin public destiné à permettre l'accès à un lac ou cours d'eau ou destiné à permettre la traversée d'un cours d'eau. Une distance minimale de 300 m doit être respectée entre deux chemins publics destinés à permettre la traversée d'un cours d'eau.

RESTRICTIONS POUR
LA CONSTRUCTION
DE NOUVELLES
RUES 4.2.9

Les intersections de rues doivent être distantes d'au moins 55 m les unes des autres.

Malgré le premier alinéa, le long des routes 112, 241 et 243, aucune nouvelle intersection ne peut être aménagée à moins de 450 m d'une intersection existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement. De plus, aucune nouvelle intersection ne peut être aménagée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du ministère des Transports du Québec.

La distance entre deux intersections doit être mesurée entre les limites de l'emprise des rues.

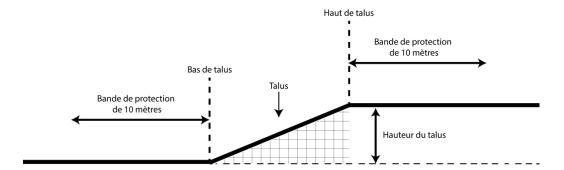
Toute opération cadastrale visant le prolongement d'une rue ou la création d'une rue est prohibée dans les zones suivantes : Rés-1, Rés -2, Rés -3, Rés -4, Rés -5, Rés -6, Rés -7 et Rés -8.

LOCALISATION
D'UNE RUE À
PROXIMITÉ D'UN
TALUS 4.2.10
Règlement n° 2017-541

Lorsque situé dans une zone de fortes pentes identifiées au plan de zonage, qui fait partie intégrante du règlement de zonage no 2016-532, il est prohibé la construction d'une rue publique ou privée sur une bande de 10 m dans le haut et le bas d'un talus dont la hauteur est supérieure à 5 m.



Schéma du haut et du bas d'un talus





SECTION 3

SUPERFICIE ET DIMENSIONS DES LOTS

OPÉRATIONS
CADASTRALES
NON SOUMISES
AUX NORMES
MINIMALES
Règlement n° 2018-555

L'article 4.3.2 ne s'applique pas à l'égard d'un terrain destiné à être utilisé pour une voie de circulation, un sentier piétonnier, un parc ou terrain de jeux, à des fins publiques ou aux fins d'un réseau de gaz, d'électricité, de télécommunications ou de câblodistribution.

L'article 4.3.2 ne s'applique pas à l'égard d'une opération cadastrale visant la déclaration en copropriété d'un bâtiment.

SUPERFICIE ET
DIMENSIONS DES
LOTS 4.3.2

La superficie et les dimensions minimales d'un lot sont données au tableau 1.



TABLEAU 1 Superficie et dimensions minimales des lots

Règlement n° 2022-615-1 Règlement n° 2023-709

Zones	Toutes les zones AF et I-1	Toutes les zones Cons	P-1, Rec-9, RV-1, RV-2 et RV-12	Toutes les zones R	RV-9, RV-10, RV-11, RV-13 [,] RV-14	Toutes les zones M	Autres zones sauf Rec-1, Rec-2, Rec-3, Rec-4
Superficie minimale • m²	50 000	40 000	(2)	6 000 ⁽³⁾	30 000(4)	6 000(3)	6 000
Largeur minimale sur la ligne avant • m	50	50	(2)	60	75	60	60
Largeur minimale de la ligne face à un lac ou un cours d'eau (lot riverain) • m							
Profondeur moyenne minimale (lot non riverain) • m						50	50
Profondeur moyenne minimale (lot riverain) • m	75	75	75	75 ⁽¹⁾	75	75	75

- (1) Pour les zones R-1 et R-11, la profondeur est réduite à 30 m lorsqu'il s'agit d'un terrain enclavé entre la rive et une rue existante avant le 9 décembre 1982.
- (2) Tout lotissement dans la zone doit être conforme aux dispositions des articles 4.4.2 et 4.4.3 du présent règlement.
- (3) Pour toutes les zones R sauf R-8 et pour les zones M-5 et M-6, la superficie minimale de terrain pour les habitations bifamiliales isolées est de 12 000 m²
- (4) Pour qu'une construction puisse être autorisée, le lot doit être constitué d'un ou plusieurs plateaux dont la pente est inférieure à 12 % et dont les superficies totalisent 2 000 m² (21 500 pi²) ou plus. Chaque plateau doit être assez grand pour accueillir le bâtiment pour lequel il est destiné.



EXCEPTIONS 4.3.3 Règlement n° 2018-555 Règlement n° 2022-615-1

Toutefois, un permis de lotissement pourra être émis sans satisfaire aux normes de l'article 4.3.2 dans les cas suivants :

- lorsque l'opération cadastrale est rendue nécessaire pour une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 441b du Code civil ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;
- pour des fins d'implantation d'un service d'égout ou d'aqueduc;
- pour fins d'implantation de voies de circulation publiques;
- lorsque l'opération cadastrale a pour but de rendre conforme un lot dérogatoire au présent règlement;
- lorsque l'opération cadastrale pour un terrain vise à former un lot pour fins d'aliénation afin de répondre aux exigences de la Loi du cadastre dans un territoire rénové, et ce, pourvu que le résidu suite à cette opération demeure conforme. Si le résidu n'est pas conforme, ce dernier doit faire l'objet d'un remembrement avec un terrain voisin conforme, dérogation protégée par droits acquis ou tout autre résidu;
- lorsque l'opération cadastrale a pour but de reconnaître un droit d'alinéation ou de lotissement en vertu des articles 101 et 103 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, et ce, pourvu que la largeur minimale de la ligne avant du lot ne soit pas inférieure à 5 mètres et que la superficie minimale du lot de 5 000 mètres carrés.
- lorsque l'opération cadastrale est rendue nécessaire pour l'exécution d'un jugement en bornage ou d'un jugement en abornement, rendu par un tribunal du Québec. Dans ce cas, le recours au processus de dérogation mineure n'est pas requis, le jugement rendu faisant foi de la réglementation dorénavant applicable.

RÉNOVATION CADASTRALE 4.3.4

Malgré ce qui précède, un lot peut être considéré conforme à la réglementation s'il est devenu dérogatoire suite à des ajustements lors de la confection du nouveau plan cadastral lors de la rénovation cadastrale. Dans ce cas, il doit être prouvé à la municipalité que le lot en question respectait les dimensions minimales prescrites par le règlement avant la rénovation cadastrale, et que ces dimensions ont été redéfinies lors de la rénovation.



ÉLARGISSEMENT	
DE LA VOIE DE	
CIRCULATION	4.3.5

Malgré ce qui précède, un lot peut être considéré conforme à la réglementation s'il est devenu dérogatoire suite à des ajustements ayant pour effet d'élargir l'emprise d'une voie de circulation.

LOT DE COIN 4.3.6

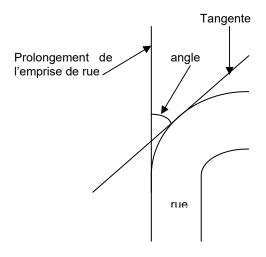
Pour un lot de coin, les deux côtés du terrain sur les voies de circulation doivent respecter la largeur minimale prescrite à l'article 4.3.2.



CAS PARTICULIER –
RÉDUCTION DE
LA LARGEUR
MINIMALE 4.3.7

Pour l'application de l'article 4.3.2, lorsque le lot est adjacent à un rond de virage ou à la ligne intérieure d'une rue en courbe dont l'angle de la tangente est supérieur à 45, la largeur minimale du terrain, mesurée le long de la limite avant, peut être réduite de 50 %.

Lorsque le lot est adjacent à la ligne extérieure d'une rue en courbe dont l'angle de la tangente est supérieur à 45, la largeur se mesure entre les lignes latérales de terrain à la marge de recul avant minimale prévue au règlement.



LIGNE ÉLECTRIQUE 4.3.8

La profondeur minimale de tout lot adossé à une ligne de transport d'énergie de 120 kV ou plus ne doit pas être inférieure à 60 m.

ORIENTATION 4.3.9

De façon générale, les lignes latérales des terrains doivent être perpendiculaires à la ligne de rue ou parallèles aux lignes du cadastre originaire.



Toutefois, dans le but d'adoucir des pentes, d'égaliser des superficies de terrain ou pour des fins de conservation de l'énergie, les lignes latérales peuvent être obliques par rapport aux lignes de rues; mais, en aucun cas, cette non-conformité peut être justifiée uniquement par le fait que les lignes séparatrices des lots originaires sont elles-mêmes obliques par rapport à la ligne de rue.

DIMENSIONS DES ÎLOTS -<u>LARGEUR</u>

4.3.10

La largeur des îlots doit être suffisante pour respecter les normes du présent règlement. Dans le cas des îlots destinés à la construction d'habitations, la largeur doit être suffisante pour permettre 2 rangées de lots adossés.



SECTION 4

LOTISSEMENT DANS LES ZONES À FORTES PENTES

DIMENSIONS
DES LOTS DANS
LES ZONES À
FORTES PENTES 4.4.1
Règlement n° 2022-615-2

Abrogé.

DIMENSIONS
DES LOTS DANS
LES ZONES P-1, REC-9,
RV-1 ET RV-12 4.4.2
Règlement n° 2022-615-1
Règlement n° 2023-709

Nonobstant les normes qui précèdent, tout lotissement localisé dans les zones P-1, Rec-9, RV-1 et RV-12, doit être conforme à un des critères suivants :

Pour un lot dont la pente est inférieure à 12 % :

- la superficie minimale doit être de 20 000 m²;
- la largeur minimale doit être de 75 m.

Le pourcentage de pente dont il est fait mention est celui calculé entre deux points mesurés au sol suivant une densité d'un point par 100 m² de superficie répartis uniformément sur la surface du lot à couvrir. Un plan topographique préparé par un arpenteurgéomètre devra accompagner toute demande de lotissement. Sur ce plan seront indiqués entre autres pour chaque lot à être créé : la date de levé, la position des points mesurés au sol, leur élévation en référence au niveau moyen des mers et l'emplacement et le plus fort pourcentage de pente calculé entre deux points rapprochés. Un point par 100 m² signifie pour un terrain de 20 000 m² le relevé minimum de 30 points, soit un point à tous les 10 m.

Pour un lot dont la pente est de 12 % et plus et qui comprend un plateau d'une superficie minimale de 2 000 m² dont la pente est inférieure à 12 % :

- la superficie minimale doit être de 20 000 m²;
- la largeur minimale doit être de 75 m;
- le lot doit être constitué d'un plateau de 2 000 m² ou plus dont la pente est inférieure à 12 %;



 la limite arrière-lot doit suivre la limite cadastrale des lots entiers immatriculés et en vigueur formant l'ensemble de la propriété, et ce, sans en dévier.

Le pourcentage de pente dont il est fait mention est celui calculé entre deux points mesurés au sol suivant une densité d'un point par 100 m² de superficie répartis uniformément sur la surface du plateau du lot à couvrir. Un plan topographique préparé par un arpenteur-géomètre devra accompagner toute demande de lotissement. Sur ce plan seront indiqués entre autres pour chaque lot à être créé : la date de levé, le périmètre du plateau et sa superficie, la position des points mesurés au sol, leur élévation en référence au niveau moyen des mers et l'emplacement et le plus fort pourcentage de pente calculé entre deux points rapprochés. Un point par 100 m² signifie pour un plateau de 2 000 m² le relevé minimum de 30 points, soit un point à tous les 10 m.

Pour un lot dont la pente est de 12 % et plus et qui n'est pas constitué d'un plateau de 2 000 m² ou plus dont la pente est inférieure à 12 % :

- la superficie minimale doit être de 30 000 m²;
- la largeur minimale doit être de 75 m;
- le lot doit être constitué d'un ou plusieurs plateaux dont la pente est inférieure à 12 % et dont les superficies totalisent 2 000 m² ou plus. Chaque plateau doit être assez grand pour accueillir le bâtiment pour lequel il est destiné.

Le pourcentage de pente dont il est fait mention est celui calculé entre deux points mesurés au sol suivant une densité d'un point par 50 m² de superficie répartis uniformément sur la surface de chaque plateau du lot à couvrir. Un plan topographique préparé par un arpenteur-géomètre devra accompagner toute demande de lotissement. Sur ce plan seront indiqués entre autres pour chaque lot à être créé : la date de levé, le périmètre de chaque plateau et sa superficie, la position des points mesurés au sol, leur élévation en référence au niveau moyen des mers et l'emplacement et le plus fort pourcentage de pente calculé entre deux points rapprochés. Un point par 50 m² signifie pour un plateau de 2 000 m² le relevé de 100 points, soit un point à tous les 5 m. »

DIMENSIONS DES LOTS DANS LA ZONE RV-2

4.4.3

Règlement n° 2022-615-2 Règlement n° 2023-709

Nonobstant les normes qui précèdent, tout lotissement localisé dans la zone RV-2, doit être conforme à un des critères suivants :



Pour un lot dont la pente est inférieure à 12 % :

- la superficie minimale doit être de 20 000 m²;
- la largeur minimale doit être de 75 m.

Le pourcentage de pente dont il est fait mention est celui calculé entre deux points mesurés au sol suivant une densité d'un point par 100 m² de superficie répartis uniformément sur la surface du lot à couvrir. Un plan topographique préparé par un arpenteurgéomètre devra accompagner toute demande de lotissement. Sur ce plan seront indiqués entre autres pour chaque lot à être créé : la date de levé, la position des points mesurés au sol, leur élévation en référence au niveau moyen des mers et l'emplacement et le plus fort pourcentage de pente calculé entre deux points rapprochés. Un point par 100 m² signifie pour un terrain de 20 000 m² le relevé minimum de 30 points, soit un point à tous les 10 m.

Pour un lot dont la pente est de 12 % et plus et qui comprend un plateau d'une superficie minimale de 2 000 m² dont la pente est inférieure à 12 % :

- la superficie minimale doit être de 20 000 m²;
- la largeur minimale doit être de 75 m;
- le lot doit être constitué d'un plateau de 2 000 m² ou plus dont la pente est inférieure à 12 %;
- la limite arrière-lot doit suivre la limite cadastrale des lots entiers immatriculés et en vigueur formant l'ensemble de la propriété, et ce, sans en dévier.

Le pourcentage de pente dont il est fait mention est celui calculé entre deux points mesurés au sol suivant une densité d'un point par 100 m² de superficie répartis uniformément sur la surface du plateau du lot à couvrir. Un plan topographique préparé par un arpenteur-géomètre devra accompagner toute demande de lotissement. Sur ce plan seront indiqués entre autres pour chaque lot à être créé : la date de levé, le périmètre du plateau et sa superficie, la position des points mesurés au sol, leur élévation en référence au niveau moyen des mers et l'emplacement et le plus fort pourcentage de pente calculé entre deux points rapprochés. Un point par 100 m² signifie pour un plateau de 2 000 m² le relevé minimum de 30 points, soit un point à tous les 10 m.

Pour un lot dont la pente est de 12 % et plus et qui n'est pas constitué d'un plateau de 2 000 m² ou plus dont la pente est inférieure à 12 % :

- la superficie minimale doit être de 30 000 m²;
- la largeur minimale doit être de 75 m;



 le lot doit être constitué d'un ou plusieurs plateaux dont la pente est inférieure à 12 % et dont les superficies totalisent 2 000 m² ou plus. Chaque plateau doit être assez grand pour accueillir le bâtiment pour lequel il est destiné.

Le pourcentage de pente dont il est fait mention est celui calculé entre deux points mesurés au sol suivant une densité d'un point par 50 m² de superficie répartis uniformément sur la surface de chaque plateau du lot à couvrir. Un plan topographique préparé par un arpenteur-géomètre devra accompagner toute demande de lotissement. Sur ce plan seront indiqués entre autres pour chaque lot à être créé : la date de levé, le périmètre de chaque plateau et sa superficie, la position des points mesurés au sol, leur élévation en référence au niveau moyen des mers et l'emplacement et le plus fort pourcentage de pente calculé entre deux points rapprochés. Un point par 50 m² signifie pour un plateau de 2000 m² le relevé de 100 points, soit un point à tous les 5 m. »



ENTRÉE EN VIGUEUR		
Le présent règlement entre en vig	jueur, conformément à la loi.	
Fait et adopté par le Conseil de l séance tenue le 7 février 2017.	la Municipalité au cours de la	
Maire		
Directrice générale		
Certifiée copie conforme.		

